

Bienvenue dans la société où tout est déterminé par votre téléphone portable



[Source : quebecnouvelles.info]

Par Anthony Tremblay

En Chine, cela fait depuis qu'une méga-application, nommée en anglais *Wechat*, contrôle tous les éléments dans la vie de centaines de millions de Chinois. Ils ont besoin de Wechat pour payer les comptes, réserver des taxis, des billets de train, mais aussi pour payer leurs dépenses au quotidien. C'est aussi une pièce d'identité numérique. Si le Québec et le Canada n'en sont pas encore là, ni le reste du monde, nous assistons néanmoins à un virage autoritaire par le biais des applications et autres codes QR. Petit tour d'horizon sur une société numérisée où vous devez posséder un téléphone portable pour exister.

La taxe imposée aux visiteurs par les Îles-de-la-Madeleine est désormais en vigueur. Pour avoir l'autorisation de circuler sur l'île sans être résident, il faut payer 30 \$ par un portail en ligne, pour se voir ensuite générer un code QR qui devra être présenté sur demande aux autorités locales. Sous peine de se voir infliger une amende de 1000 \$. Disons que comme accueil, on a déjà vu mieux.

[Voir : Une municipalité québécoise veut faire concurrence à la Chine communiste...]

Ce n'est pas tant l'idée du 30 \$ le problème, mais c'est que l'on impose aux visiteurs et aux habitants de présenter soit un code QR valide ou une pièce d'identité pour circuler dans l'archipel ou y revenir. Si l'on avait voulu réellement taxer les visiteurs sans introduire cette technologie intrusive, on aurait pu simplement mettre des caméras qui prennent les plaques d'immatriculation. Un peu comme celles d'un péage routier. Et envoyer une facture de 30 \$ aux plaques non immatriculées aux îles. Ou pour ceux qui y vont en avion, mettre une charge de 30 \$ aux frais lors de l'achat du billet.

Les îles ne sont pas le seul endroit à désormais imposer une taxe d'entrée aux visiteurs. Venise impose également une taxe de 5 euros. L'idée peut

sembler saugrenue de charger à des gens un tarif pour visiter une ville, un peu comme s'il s'agissait que d'un simple musée. Il faudra montrer aux autorités que l'on a bien payé.

L'idée d'imposer un code QR pour circuler est née avec la pandémie. Plusieurs en gardent un très mauvais souvenir. L'idée de devoir présenter un code sur un téléphone afin de pouvoir fréquenter les restaurants et les grandes surfaces aurait dû être jetée dans les poubelles de l'Histoire. Pourtant, c'est devenu un outil de plus en plus fréquent pour le contrôle de foules.

D'autres technologies que le code QR ont envahi notre quotidien. Pensez à toutes ces cartes de points que l'on vous demande à l'épicerie, à la station-service, au magasin ou même à la SAQ¹. Ces points sont une bien maigre récompense pour les informations qu'ils accumulent sur vous. La quantité de données recueillies valent bien plus que le rabais de 10 \$ que vous obtiendrez à l'épicerie d'ici 3 mois.

De plus, il est désormais obligatoire d'être membre du programme afin de bénéficier de rabais supplémentaires, ce qui est une entrave à la liberté de choix des gens, ainsi qu'aux personnes peu habiles avec la technologie. On impose de plus en plus d'obligations à des gens souvent âgés, qui se voient lentement disparaître de l'espace public à mesure que tout se numérise.

La technologie est censée libérer le potentiel des individus et leur faciliter la vie. Mais ce que l'on constate désormais, c'est qu'elle devient un outil de contrôle et de perception de diverses taxes. Si on ne vous vole pas carrément vos données. En Chine, « disparaître » de Wechat suite aux répressions gouvernementales signifie littéralement votre mort sociale. Vous ne disparaîtrez pas dans un camp comme à l'époque maoïste, mais vous serez incapable de payer vos factures, d'acheter des billets de train ou de simplement circuler d'une ville à l'autre.

Il est peu probable que le Canada aille aussi loin dans la répression numérique, mais il faut demeurer vigilant pour éviter que des cas comme celui de l'entrée aux îles ne deviennent de plus en plus communs. Trudeau a déjà voté des lois pour contrôler davantage Internet, et il est plus difficile de s'informer suite aux boycottages de Meta contre les médias canadiens. Nous ne souhaitons pas que ces horribles mesures locales deviennent la norme. Pendant qu'il en est encore temps.

1 La Société des alcools du Québec (<https://www.saq.com/>) NDLR